



**CTB**



Rapport annuel 2011  
**PROJET APPUI AU DÉVELOPPEMENT  
AGRICOLE DE LA PROVINCE DE KIRUNDO  
BDI0603111**

<b>ABRÉVIATIONS .....</b>	<b>4</b>
<b>1 FICHE PROJET .....</b>	<b>6</b>
<b>2 RÉSUMÉ.....</b>	<b>7</b>
2.1 APERÇU DE L'INTERVENTION .....	7
2.2 POINTS SAILLANTS.....	8
2.3 RISQUES CLÉ .....	8
2.4 LEÇONS APPRISSES ET RECOMMANDATIONS CLÉ .....	8
<b>3 ANALYSE DE L'INTERVENTION.....</b>	<b>10</b>
3.1 CONTEXTE .....	10
3.1.1 <i>Évolution du contexte</i> .....	10
3.1.2 <i>Ancrage institutionnel</i> .....	10
3.1.3 <i>Modalités d'exécution</i> .....	11
3.1.4 <i>Dynamique « Harmo »</i> .....	11
3.2 OBJECTIF SPÉCIFIQUE .....	11
3.2.1 <i>Indicateurs</i> .....	11
3.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	11
3.2.3 <i>Risques et hypothèses</i> .....	12
3.2.4 <i>Critères de qualité</i> .....	14
3.2.5 <i>Impact potentiel</i> .....	14
3.2.6 <i>Recommandations</i> .....	14
3.3 RÉSULTAT 1 .....	15
3.3.1 <i>Indicateurs</i> .....	15
3.3.2 <i>Bilan activités</i> .....	15
3.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	16
3.3.4 <i>Risques et hypothèses</i> .....	16
3.3.5 <i>Critères de qualité</i> .....	16
3.3.6 <i>Exécution budgétaire</i> .....	16
3.3.7 <i>Recommandations</i> .....	16
3.4 RÉSULTAT 2 : LES OP SONT PROFESSIONNALISÉES .....	17
3.4.1 <i>Indicateurs</i> .....	17
3.4.2 <i>Bilan activités</i> .....	17
3.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	18
3.4.4 <i>Risques et hypothèses</i> .....	19
3.4.5 <i>Critères de qualité</i> .....	20
3.4.6 <i>Exécution budgétaire</i> .....	20
3.4.7 <i>Recommandations</i> .....	20
3.5 RÉSULTAT 3 : DES FILIÈRES PRIORITAIRES SONT RENFORCÉES .....	21
3.5.1 <i>Indicateurs</i> .....	21
3.5.2 <i>Bilan activités</i> .....	21
3.5.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	22
3.5.4 <i>Risques et hypothèses</i> .....	23
3.5.5 <i>Critères de qualité</i> .....	23
3.5.6 <i>Exécution budgétaire</i> .....	23
3.5.7 <i>Recommandations</i> .....	23
<b>4 THÈMES TRANSVERSAUX .....</b>	<b>24</b>
4.1 GENRE .....	24
4.2 ENVIRONNEMENT.....	24

<b>5</b>	<b>DÉCISIONS PRISES PAR LA SMCL &amp; SUIVI.....</b>	<b>25</b>
<b>6</b>	<b>LEÇONS APPRISSES .....</b>	<b>26</b>
<b>7</b>	<b>ANNEXES.....</b>	<b>27</b>
7.1	CADRE LOGIQUE .....	27
7.2	ACTIVITÉS M&E .....	27
7.3	RAPPORT “BUDGET VERSUS ACTUALS (Y – M)” .....	27
7.4	BÉNÉFICIAIRES .....	27

## Abréviations

APIP	Projet d'Appui Ponctuel aux Instituions Publiques
ATI	Assistant Technique International
BV	Bassins versants
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CTB	Coopération Technique Belge
CTS	Comité technique de suivi
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DELCO	Délégué à la cogestion
DEP	Direction Etudes et Programmes (Minagrie / DGPAE)
DG	Direction Générale
DGA	Direction Générale de l'Agriculture
DGE	Direction Générale de l'élevage
DGMAVA	Direction Générale de la Mobilisation pour l'Auto-développement et Vulgarisation Agricoles
DGPAE	Direction Générale de la Planification Agricole et de l'Elevage
DI	Directeur d'intervention
DPAE's	Directions Provinciales de l'Agriculture et de l'Elevage (16)
DSE	Direction Suivi-Evaluation (Minagrie / DGPAE)
DTF	Dossier technique et financier
ECM	Expert en communication
ECO	Expert en coordination
EPA	Expert en politique agricole
EPS	Expert en politiques sous-sectorielles
ERH	Expert en ressources humaines
FAO	Food Agriculture Organisation
FEX	Fonds d'Expertise de la Coopération Belge
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FSRA	Fonds souple de recherche action
GAFFSP	Programme Mondial pour l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire
GRH	Gestion des ressources humaines
GSADR	Groupe sectoriel agriculture et développement rural
H*M	Homme - mois
IRAM	Institut de recherche et d'application des méthodes de développement
ISABU	Institut des Sciences Agronomiques du Burundi
MDDC	Ministère de la Décentralisation et du Développement Communal
MINAGRIE	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MINEEATU	Ministère de l'Environnement, de l'Eau, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme
MT	Moyen Terme
ONCCS	Office National de Contrôle et Certification des Semences
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
ORB	Office des Recettes du Burundi
PADAP-	Projet d'Appui au Développement Agricole dans la Province de Cibitoke

Cibitoke	
PADAP-Kirundo	Projet d'Appui au Développement Agricole dans la Province de Kirundo
PAEX	Programme d'Appui aux Expertises (ex-FEX)
PAI-MINAGRIE	Projet d'Appui Institutionnel au MINAGRIE
PAIOSA	Programme d'Appui Institutionnel et Opérationnel au Secteur Agricole
PARSAD	Projet d'Appui à la Restauration de la Sécurité Alimentaire
PARSE	Projet d'Appui à la Restructuration du Sous-secteur de l'Elevage.
PASAN	Plan d'action de la stratégie agricole nationale
PF	Planning Financier
PIC	Programme Indicatif de Coopération (Belge)
PIP	Programme d'Investissement Public
PNIA	Plan National d'Investissement Agricole
PPCDR	Programme de Relance et de Développement du Monde Rural
PRASAB	Programme de Réhabilitation Agricole et de Gestion Durable des Terres
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
PTF	Partenaires techniques et financiers
PTRPC	Programme transitoire de reconstruction post conflit
RAF	Responsable administratif et financier
RH	Ressources Humaines
ROI	Règlement d'Ordre Intérieur
S&E	Suivi et Evaluation
SAN	Stratégie agricole nationale
SAR	Système/s d'Alerte Rapide
SIP	Système d'information sur les prix
SMCL	Structure mixte de concertation locale
ST&F	Suivi Technique et Financier
SWAP	Sector Wide Approach (Approche programme 'sectorielle')
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
TdRs	Termes de références
UE	Union Européenne

## 1 Fiche projet

Nom Project	Appui au Développement Agricole de la Province Kirundo (PADAP/KDO)
Code Projet	BDI0603111
Zone d'intervention	KIRUNDO, BURUNDI
Budget	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 500 000 € contribution Belge</li> <li>• 225 000 € contribution nationale</li> </ul>
Personnes clés	
Instance Partenaire	MINAGRIE, en particulier la DPAE Kirundo
Date Convention de mise en œuvre	27 octobre 2006
Durée (mois)	36 mois avec extension de cinq mois d'activités et neuf mois de convention
Groupes cibles	Les petits et moyens producteurs agricoles et les maillons des filières prioritaires en amont et en aval, tous en province Kirundo
Objectif Globale	La pauvreté dans la Province de Kirundo est réduite et les conditions des populations y sont améliorées
Objectif Spécifique	Les productions agronomiques, sylvicoles, zootechniques et halieutiques sont augmentées, améliorées et mieux valorisées dans la Province de Kirundo
Résultats attendus	<p>Résultat 1.1. : La DPAE est renforcée dans ses fonctions régaliennes.</p> <p>Résultat 1.2 : La DPAE est renforcée dans ses fonctions d'appui à l'innovation paysanne.</p> <p>Résultat 1.3 : Des synergies dans le secteur agricole de la Province sont établies.</p> <p>Résultat 1.4 : Les expériences locales sont valorisées au niveau national.</p> <p>Résultat 2.1. : Les Ops sont professionnalisés.</p> <p>Résultat 2.2 : Les services d'appui aux OP et aux acteurs privés sont développés.</p> <p>Résultat 2.3 : Le financement du secteur agricole est amélioré.</p> <p>Résultat 3.1: Des filières prioritaires sont renforcées.</p> <p>Résultat 3.2 : La structuration des filières est engagée</p>

## 2 Résumé

### 2.1 Aperçu de l'intervention

Logique d'intervention	Effizienz	Efficacité	Durabilité
<b>Objectif Spécifique</b>			
Résultat 1.1. : La DPAE est renforcée dans ses fonctions régaliennes	Avec les moyens disponibles et les voies choisies, le renforcement a bien avancé	Les activités menées ont eu les résultats attendus	Partiellement durable à cause de trop de facteurs externes
Résultat 1.2 : La DPAE est renforcée dans ses fonctions d'appui à l'innovation paysanne.	La collaboration avec ISABU a donné des résultats tangibles, les coûts de déplacements sont quand même élevés	La mode choisie avec l'introduction récente de « farmers' field school » a prouvée être la bonne	La durabilité dépend aussi de comportement des autres intervenants d'associer la DPAE dans la collaboration avec ISABU
Résultat 1.3 : Des synergies dans le secteur agricole de la Province sont établies	La concertation a bien avancée, l'effizienz est toujours à gagner dans la coordination	La mise en place d'une base de données a mené cette activité à mi-parcours, l'élaboration du plan agricole va l'achever.	Après l'élaboration du plan provincial, la continuation de coordination et de supervision par la DPAE est assurée
Résultat 1.4 : Les expériences locales sont valorisées au niveau national	Après un faible début, ce processus a été arrêté	Résultat non atteint	Résultat non atteint
Résultat 2.1. : Les Ops sont professionnalisés.	Bonne exploitation des ressources : le choix des OP sur base de critères minimise les dépenses inutiles	Bonne ; même si le démarrage d'appui aux Op est bonne, le résultat ne sera atteint qu'en partie en raison du démarrage tardif des activités.	La durabilité ne sera assurée que si les activités sont maintenues dans le courant du programme qui suit. Finalement le sentiment de prise de conscience chez les OP commence à se manifester bien que les intérêts à court terme sont mis en avant
Résultat 2.2 : Les services d'appui aux OP et aux acteurs privés sont développés.	Bonne utilisation des ressources (financières, humaines)	Les activités ont contribué à la réalisation du résultat. Par contre, les services ne sont pas assez diversifiés.	Le cofinancement et l'accompagnement des microprojets renforcent leur durabilité
Résultat 2.3 : Le financement du secteur agricole est amélioré	Moyenne : Implication des services techniques dans le suivi des projets financés et implication de l'équipe du projet dans le suivi des bénéficiaires, les résultats ne sont pas satisfaisants ; aussi l'IMF ne dédie pas du temps pour le suivi	Amélioration de l'accès des OP et privés aux services financiers	Les taux de remboursement sont faibles ; ce qui compromet les chances de durabilité mais il est meilleur que les années précédentes
Résultat 3.1: Des filières prioritaires sont renforcées	Bonne utilisation des ressources	Les filières lait, riz sont renforcées	Les actions engagées dans la pêche sont entravées par le non respect des dispositions réglementaires. Pour les autres filières, la durabilité a plus de chance de se réaliser.
Résultat 3.2 : La structuration des filières est engagée	Bonne utilisation des ressources	Les résultats ne seront pas atteints puisque le projet a choisi de renforcer d'abord les acteurs	La structuration des filières riz, lait et pêche est engagée. Par contre, les comportements de certains acteurs de la pêche peuvent anéantir les progrès réalisés.

	Budget €	Dépenses 2008	Dépenses 2009	Dépenses 2010	Dépenses 2011	Dépenses totales (31/12/2011)	Solde budget	Taux d'exécution
<b>Cogestion</b>	<b>2 470 130</b>	14 880	365 120	446 420	822.530	1.640.779	621 590	67%
<b>Régie</b>	<b>1 029 870</b>	123 890	230 110	249 060	338.880	946 621	100 330	90%
<b>Total</b>	<b>3 500 000</b>	138 780	595 230	695 480	1.161.410	2.587.400	721 920	74%

Budget 2011 €	Dépenses totales année N (31/12/2011)	Taux d'exécution
1.310.630	1.161.410	89%

## 2.2 Points saillants

- Concertation régulière des intervenants dans la province par la DPAE ;
- Mise en place d'une base de données agricoles par la DPAE ;
- Mise en place d'un logiciel de comptabilité à la DPAE ;
- Mise en place d'un système de suivi/évaluation par la DPAE ;
- Appui à la protection d'environnement (bords de lacs et bassins versants) ;
- Appui à la santé animale (réhabilitation des centres vétérinaires et formations et études diverses) ;
- Mise en place d'un point focal pêche ;
- Mise en place d'un système de recherche/action/développement avec ISABU ;
- Mise en place d'un accompagnement des faitières, OP et privés rapproché
- Élaboration d'une stratégie de filières ;
- Élaboration et mise en place d'une stratégie de financement agricole (microprojets) ;
- Élaboration et réadaptation d'une stratégie de mise en place du CAI ;
- Signature de conventions avec une IMF pour soutenir le crédit agricole et le watrantage ;
- Appui aux filières lait (hygiène, centre de collecte, etc), riz (stockage et décortiqueuses), pêche (filets) et pisciculture, apiculture, tomates (serres) ;
- Construction de onze magasins de stockage.
- Mise en place d'un suivi rapproché par zone d'intervention
- Mise en place d'un système d'information agricole (prix) radiophoniques et concertation avec les autres acteurs pour viser convergence
- MTR et Update
- Organisation d'événements extérieurs de filières: Journée Mondiale du Lait

## 2.3 Risques clé

- Manque de coordination des interventions ;
- Faible budget de fonctionnement de la DPAE ;
- Mentalité de dons chez beaucoup des intervenants et chez la population mentalité d'assistanat persistante et risque de non durabilité
- Manque d'esprit d'entreprenariat et de responsabilisation
- Faible orientation vers le marché/exportation avec manque de vision de l'administration.
- Risque lié à l'irrégularité des pluies.

## 2.4 Leçons apprises et recommandations clé

### Composante 1

#### Leçons apprises

La DPAE n'est pas en situation de se limiter à ses rôles régaliens, faute de budget de fonctionnement alloué et d'orientations dans ce sens par le niveau central. Une meilleure concertation entre le PADAP-Kirundo le PAI-MINAGRIE et les autres projets agricoles (prochainement dans le cadre du PAIOSA) contribuera à relever ce défi.

La DPAE-Kirundo ne respecte pas toujours les règles administratives : justification des dépenses, respect du code de marchés publics etc. Le PADAP-Kirundo doit faire un suivi plus strict de la mise en œuvre des conventions et d'autres appuis avec des mesures très rigoureuses, accompagné par un renforcement des capacités dans le même domaine.

Recommandation : Former la DPAE sur ses rôles régaliens, accompagner le staff de la comptabilité dans l'application de procédures, lui fournir des moyens physiques et la dotation par l'état d'un budget de fonctionnement.

## Composantes 2 & 3

### Leçons apprises

Le renforcement des OP est un processus long. Il est important de bien choisir, dans un premier temps, les Op avec lesquelles les chances sont estimées significatives de réussir cet accompagnement et de se focaliser sur un suivi de proximité pour ces OPs.

La mise en œuvre de fonds de subvention de type microprojet doit être précédée d'un temps suffisant d'explication et de présentation aux futurs bénéficiaires, ainsi que d'un suivi rapproché post validation du projet (formation, appui conseils)

Afin d'accroître l'efficacité et l'efficacéité du fonds microprojet, il est nécessaire de prévoir un temps suffisant pour l'instruction des dossiers, l'accompagnement des bénéficiaires.

Dans un contexte de faible accès des producteurs au crédit et de subventions fréquentes par les partenaires, toute défaillance dans l'analyse des dossiers et le suivi des débiteurs peut remettre en cause les taux de remboursement et la durabilité du fonds.

La mise à disposition d'une IMF d'une ligne de crédit financée par un partenaire, sans incitation conditionnelle en lien avec la cession à terme des fonds, ne contribue pas à une gestion et un suivi efficace des fonds.

La structuration des filières ne peut raisonnablement être engagée avec des acteurs (producteurs) non ou peu professionnalisés.

Recommandations	Acteur	Deadline
Recruter un bureau d'accompagnement spécialisé dans les OPs avec un agent de suivi par commune sous PAIOSA	PAIOSA	Avril
Inclure les leçons apprises de la capitalisation fonds micro projets pour revoir le guide micro projets (financement, éligibilité, et surtout sur le suivi ou tentative de fraude)	Projet	Fin Mars
Organiser table ronde « appui aux initiatives rurales » pour s'accorder sur une vision homogène due fonds micro projets pour les différents intervenants ( PAIRB, PRODEMA , PRODEFI, Adisco..)	PAIOSA	Avril- Mai
Limiter les actions pilotes (tels que serres de tomates) en quantité et se limiter à des producteurs privés pour des actions pilotes à haut risque (serres tomates..)	PAIOSA	continu
Sélectionner les lead farmers importants pour débloquent les leviers des filières	PAIOSA	Continu
Encourager les producteurs radiophoniques pour qu'ils prennent le lead pour proposer des thèmes d'émissions afin que les thèmes soient plus demand-based (et créative-) et basé sur l'info entrepreneuriat Burundi		
Mettre en place une stratégie de restauration du sol avec tout les intervenants (DPAE, ...) et assurer un suivi par les agents techniques DPAE, et inclure le service forêts	PAIOSA	continu
Sélectionner les lead farmers importants pour débloquent les leviers des filières	PAIOSA	Continu
Participation/organisation table ronde pêche pour diviser les tâches sur les lacs entre intervenants		

## 3 Analyse de l'intervention

### 3.1 Contexte

#### 3.1.1 Évolution du contexte

- a) Historique :
- Le départ du Directeur et de la SAF de la DPAE et son remplacement tardif, au cours de l'année 2010 ;
  - Le projet a connu des turbulences en raison de la longue vacance du poste d'AT, ce qui a causé beaucoup de retard dans la mise en œuvre des activités ; par ailleurs, un DTF trop détaillé a influencé négativement cette mise en œuvre ; depuis mi 2010, l'équipe est au complet, et on note une différence significative ;
  - L'existence d'une stratégie agricole nationale ;
  - L'existence d'une route récemment construite à Kigali peut dynamiser le développement économique de la province ;
  - La collaboration avec les autres interventions de la CTB (PAI-MINAGRIE, PAI-ISABU et Relance de secteur semences) se développe lentement mais sûrement ;
  - Les élections en 2010 ont influencé beaucoup les activités sur terrain : surtout celles liées aux résultats 2 et 3 ont connu un certain ralentissement dues aux autres occupations et préoccupations et aux violences électorales qui ont caractérisé la province de Kirundo durant les périodes de campagne ; après les élections la situation s'est stabilisée ;
- b) La province évolue toujours dans un environnement de l'aide d'urgence, alors que le projet vise le développement économique durable
- c) La province évolue dans un contexte de focalisation sur la capitale sans y amener les profits/services à l'intérieur : ce qui rend le 'spin off' économique très difficile et une monopolisation de l'information commerciale par une minorité
- d) La Direction Provinciale intervient toujours dans les domaines non-régaliens, mais un changement commence à prendre corps ;
- e) L'existence du programme national d'investissement agricole constitue un cadre adéquat pour situer toutes les interventions ;
- f) Ni la population ni l'administration n'ont su d'adapter au déficit hydrique observé en saison A de chaque année dans les communes du nord, frontalières avec le Rwanda à savoir : Bugabira, Busoni et une partie des communes de Kirundo et de Bwambarangwe ; heureusement la pluviosité s'améliore les dernières années ;
- g) La coordination/synergie entre les intervenants (bailleurs/PTF et ONG) n'est pas une priorité de ces mêmes acteurs de développement ; heureusement, avec la contribution du PADAP-Kirundo et l'aide du ministère, la situation commence à s'améliorer ;
- h) La collaboration avec les autres interventions de la CTB s'accélère avec le démarrage du PAIOSA.

#### 3.1.2 Ancrage institutionnel

Composante 1 : ancrage à la DPAE très approprié : l'appui à certains rôles régaliens donne une valeur ajoutée dans le cadre de la composante 1 ; les sollicitations fréquentes le rendent moins approprié. Le risque existe que des réponses négatives pourraient entraîner des relations moins collaboratives. Ceci dit, il est bon que dans le cadre du PAIOSA, l'appui institutionnel soit géré par le niveau central. Recommandation pour que les personnes projet du PAIOSA (M&E et filières) soient en grandes proximités pour les activités (partage bureau) pour assurer meilleure synergie et mise en œuvre décentralisée.

Composante 2 et 3 : l'ancrage initial prévu était peu approprié. Les observations de la MTR ont aidé à réadapter l'ancrage pour faire un ancrage soft plus sur un processus qu'un ancrage trop lourd ; avec la mise en place de micro-projets la participation des communes, de la Province, de la DPAE et des autres intervenants, l'ancrage est plus approprié au niveau des collectivités décentralisées. Cet ancrage peut (et doit) être renforcé dans le cadre du prochain programme.

### 3.1.3 Modalités d'exécution

En fait les mêmes observations comme sur l'ancrage.

De son côté, le PADAP a pensé utile d'engager un bureau pour mieux réaliser le renforcement des OP et aussi des agents de suivi pour permettre un meilleur suivi sur le terrain de la mise en œuvre de ses activités.

Aussi, le PADAP essaie de plus en plus de convaincre la DPAE de faire exécuter ses activités par le secteur privé et de se limiter à son rôle régalién.

Approprié

### 3.1.4 Dynamique « Harmo »

En fait, ceci aussi, c'est déjà décrit ci-dessus.

Il existe un coordination thématique trimestrielle qui s'améliore avec la base de données de le plan provincial agricole.

Coordination directe :

Welthungerhilfe (ancien AAA) et Concern sont membres des comités d'octroi pour le financement de micro-projets ;

- PPCDR : il y a eu un peu de collaboration et coordination, mais c'est diminué (probablement pression de dépenser au niveau de PPCDR)
- Welthungerhilfe : surtout pour les hangars
- Concern : des échanges sur différentes thèmes existent
- PAIRB : des échanges sur différentes thèmes existent, mais jusqu'à maintenant le projet est basé en Rwanda
- PRODEMA : peu d'échanges, on constate un manque d'initiative de côté PRODEMA

En général : les objectifs sont déjà identifiés, les DTF écrits en détail, une pression budgétaire, alors les autres n'ont pas toujours le temps pour se concerter.

## 3.2 Objectif spécifique

### 3.2.1 Indicateurs

NB : la plupart des indicateurs ne sont soit pas pertinents ou non adéquats ou alors il n'y a pas de base de référence !

<b>Objectif spécifique:</b> Les productions agronomiques, sylvicoles, zootechniques et halieutiques sont augmentées, améliorées et mieux valorisées dans la Province de Kirundo						
Indicateurs	Valeur 'Baseline'	Progrès année N-1	Progrès année N	Valeur Cible année N	Valeur cible	Commentaires
Les productions ASZH sont augmentées de 10%.	En 2008 les productions vivrières étaient de 124 431 T	<b>Satisfaisant (2010 : 107 153 T)</b>	<b>Bon (chiffre non disponible)</b>	-	136 000 T	Un baseline n'a pas été établie ; les productions dépendent dans le court terme plus d'aspects climatiques qu'autres.
La transformation et commercialisation maîtrisée des produits agricoles augmente de 10%.	-	<b>Satisfaisant (119 moulins ou décortiqueuse)</b>	<b>satisfaisant</b>	-	-	Idem : pas de baseline, très peu d'activités de transformation dans la province.

### 3.2.2 Analyse des progrès réalisés

OS 1 : Bonne évolution. On constate une forte augmentation de la production (Kirundo première province productrice du Burundi selon étude récente de la FAO). Cependant, il est difficile à chiffrer cette

production de manière fiable et il est difficile d'assurer le lien entre l'intervention et l'évolution de cet objectif spécifique.. Ceci est dû à des facteurs divers, comme une amélioration de la pluviométrie, les effets des interventions et une diminution de dons de nutrition. Aussi, la production pour le marché recommence à intéresser la population de plus en plus.

OS 2 : Faible évolution. Le nouvel intérêt pour le marché n'est pas encore accompagné par un intérêt d'investir pour la transformation. Des petites unités de transformations ont été financées à travers le fonds Micro projets (8 petites unités de transformation).

Facteurs d'influence de (non)atteinte OS :

- Bonne pluviométrie ;
- Effet multiples intervenants de dons en diminution ;
- Multiplication présence hangars pour contribuer à meilleure valorisation et meilleure commercialisation : Les capacités de stockage des OP ont été sensiblement renforcées grâce aux magasins de stockage construits en 2011.
- Lent démarrage de changement d'attitude pour investir ;
- Le marché de transformation est encore ciblé que pour la province et pas en dehors (ex : riz de première qualité pour la capitale...).
- Renforcement des OP : la démarche de renforcement des OP, initiée en 2011, est pertinente même si elle nécessite un accompagnement long et intensif. Elle permettra une plus grande appropriation des OP par leurs membres, renforcera leur gouvernance et leur gestion transparente et une meilleure capacité d'entreprendre des projets de transformation et production
- Initiation Fonds micro projets : Le fonds microprojet a suscité un engouement certain de la part des OP et des individus porteurs de projets. Les projets soutenus s'inscrivent dans le prolongement d'activités en cours et les renforcent. L'accompagnement des projets économiques par un prestataire contribuera à accroître leur chance de durabilité.
- Micro crédit : Les lignes de crédit agricole mises en place auprès d'une institution de microfinance ont permis à un nombre significatif de producteurs d'avoir accès au financement de leurs activités. Toutefois, la poursuite de cette activité dans la durée n'est pas assurée en raison des faibles taux de remboursement. Le crédit stockage accordé à quelques OP leur a permis de différer les périodes de vente du riz et du haricot avec des niveaux de prix plus intéressants.
- La démarche de renforcement des OP, initiée en 2011, est pertinente même si elle nécessite un accompagnement long. Elle permettra une plus grande appropriation des OP par leurs membres, renforcera leur gouvernance et leur gestion transparente.

Effets inattendus :

- Importance d'intervenants dans la filière lait (de manière un peu déstructurée) mais qui a contribué à une focalisation sur cette filière. De l'amont à l'aval, la filière lait a bénéficié d'appuis qui contribuent à accroître les volumes commercialisés et la qualité des produits.
- Monopolisation du pouvoir dans le syndicat pêcheur a négativement influencé la valorisation et production des pêcheurs

### 3.2.3 Risques et hypothèses

Le cadre logique donne comme principaux risques les trois suivants :

1. La stabilité politique et économique encourage les investissements dans le capital humain (éducation, santé, logement, nutrition).
2. Des actions ciblées sur les populations les plus vulnérables sont maintenues (de façon cohérente et concertée) par les autres intervenants.
3. L'impact du VIH/SIDA est limité.

Les hypothèses citées sont :

1. Les producteurs maîtrisent mieux le marché et la valeur ajoutée qu'ils produisent.
2. Le climat est favorable aux productions ASZH.

Risque (décrire)	Probabilité	Incidences potentielles		Niveau de Risque (impact)
		Décrire	Score	
La stabilité politique	M	Clientélisme ou faillite de système de clientélisme	M	B
La situation économique : dons, entrepreneuriat, énergie	E	<p>1. Les dons sont pour certaines organisations internationales leur raison de vivre et pour les autorités un moyen d'assurer un flux de biens</p> <p>2. Il manque l'esprit d'entrepreneuriat, le courage d'investir dans la situation actuelle</p> <p>3. La situation énergétique est un frein au développement extra-agricole</p> <p>4. L'évolution économique reste principalement tirée par Bujumbura, peu de décentralisation économique des services qui pourraient tirer vers le haut et démarrer le spin off des activités services dans la province</p>	M/E	C
La corruption	E	La corruption étant relativement importante, il y a des soupçons de corruption entre certains bénéficiaires, leurs fournisseurs	E	D
VIH/SIDA	M	La maladie est à la retraite dans les centres « urbanisés », mais est toujours croissante dans le milieu rural	M	B
La situation foncière / pression démographique	E	Bien que les statistiques ne soient pas fiables, la croissance démographique est à la base de fragmentation de terres	M/E	B
Manque de coordination des interventions	M	Deux risques se posent : doublons des interventions (avec possibilités de détournement) et des domaines non couverts	M	C
Pas de possibilités pour la DPAE de se limiter aux rôles régaliens	F	La DPAE doit être dotée de moyens de fonctionnement	F	A

### 3.2.4 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
<b>Efficacité</b>	B	L'appui à la DPAE est bien ciblé ; les nouvelles approches (rapprochement de proximité et communal) v-à-v les OP et les privés ont permis une forte amélioration.
<b>Efficienc</b>	B	L'efficienc en termes de le taux activités/frais généraux, a été beaucoup améliorée
<b>Durabilité</b>	B	La DPAE est capable de pérenniser les résultats des activités. Les appuis au secteur productif sont bien intégrés dans la vie quotidienne ; le point faible est le manque de résultat dans la promotion de la transformation. Il faut assurer un suivi pour que les OP puissent continuer leur introduction avec les institutions de micro finance et d'être suivies au niveau capacités techniques et organisationnelles
<b>Pertinence</b>	A	La composante 1 s'inscrit parfaitement dans les priorités du gouvernement : PNIA et SAN ; les composantes 2 & 3 font appel aux besoins des paysans dynamiques.

### 3.2.5 Impact potentiel

L'impact de l'objectif spécifique contribuera aux objectifs sectoriels du MINAGRIE à travers le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) et la Stratégie Nationale (SAN) surtout aux points en rapport avec le renforcement des institutions et l'organisation du monde rural en associations pour mieux organiser les productions et accroître les rendements tant qualitatif que quantitatifs.

Il a été proposé à la MTR de modifier le cadre logique, surtout sur le plan des indicateurs, mais celle n'a pas voulu faire cela.

### 3.2.6 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
Amélioration de la situation économique : libérer des fonds pour réhabiliter le barrage de MARAMA et	3.2.3	A : CTB-RR B : PAIOSA niveau central	Q4 2013
Mettre en place un mécanisme de collaboration et de concertation inter étatique (entre différents ministères décentralisés et communales) ainsi qu'impliquer les acteurs de changement économique (coopérative, commerçants...) pour améliorer l'environnement économique	Projet (3.2.3)	PAIOSA Gouverneur	
Rester proche des bénéficiaires pour essayer écouter les possibles plaintes et cas de corruption	3.2.3	Responsable de suivi de l'Antenne Kirundo	
Améliorer la coordination des interventions par renforcement de systèmes de coordination et supervision de la DPAE	3.2.3	AT Antenne Kirundo	
Améliorer l'application des règles et politiques nationales (taxes communales) pour viser une homogénéisation		Gouvernorat	

### 3.3 Résultat 1

#### 3.3.1 Indicateurs

Résultat 1:						
Indicateurs	Valeur Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Valeur Cible année N	Valeur cible	Commentaires
Nombre de réunions régulières des agents de la DPAE.	1	3	4	4	4/12	Indicateur mal formulé ; Les rencontres avec tous les agents du terrain ONT lieu trois fois par an, liées aux fêtes nationales
Plan de travail annuel de la DPAE.	1	1	0	1	1	Le PADAP n'a pas encore reçu une copie
Existence d'un système de suivi-évaluation du secteur agricole de la Province.	0	0	1	1	1	Appui par PADAP en cours après la mise en place de base de données agricoles et sera supporté par l'élaboration d'un plan provincial agricole
Adéquation des profils et des fonctions des agents de la DPAE.	?	?				Ne figure pas parmi les priorités du projet
Nombre de cas de maladies détectées.	?	?				un indicateur mal formulé
Nombre de centres semenciers effectivement transférés aux OP.	0	0			0	activité abandonnée vu la réticence contre le transfert des centres semenciers et vétérinaires

#### 3.3.2 Bilan activités

Activités (Voir lignes directrices pour l'interprétation des scores)	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	
1 Formations diverses		X			
2 Renforcement service S&E		X			
3 Base de données			X		Terminée
4 Formations agents terrain diverses		X			
5 Réhabilitation centres vétérinaires			X		Terminée
6 Équipement DPAE		X			
7 RAD		X			
8 Activités diverses				D	Abandonnée
9 Appui filière banane		X			
10 Lutte anti-érosive		X			
11 Formation VIH/SIDA				x	Terminée
12 Coordination interventions		X			
13 Fonctionnement point focal pêche		X			
14 Élaboration plan provincial agriculture				X	Relancée

### 3.3.3 Analyse des progrès réalisés

Résultat 1 : DPAE renforcée atteint à un bon niveau d'évolution. La contribution des activités formations, renforcement S&E par la mise en place de la base de données et des formations agents a pu fortement contribuer au résultat, spécifiquement à une augmentation de leur capacité de déléguer leurs tâches à des privés et de se focaliser sur les instruments de suivi. Les activités infrastructures (centre vété, équipement DPAE, appui filière banane,) ont pu donner les moyens pour arriver à ce résultat. L'activité RAD, lutte anti érosive, coordination (sécurité alimentaire et point focal pêche) et de planification contribue a renforcer leur tâches régaliennes, de gestion des différentes activités et d'interlocuteurs principal avec les autres intervenants. Toutes ces activités contribuent fortement à la réalisation des résultats de la composante 1.

Le renforcement de capacités a été mis en œuvre sans difficulté particulière. Des cinq gros marchés, deux (réhabilitation centres vétérinaires et mise en place d'une base de données) ont été conclus, un (RAD) est pluriannuel et suit son cours, un (renforcement S&E) vient de démarrer étant un dossier nouveau et le cinquième (élaboration d'un plan provincial agricole) devait être relancé.

### 3.3.4 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
1 Les contrats de chantier ne sont pas adoptés par les autres intervenants	M	Les agents DPAE sont plutôt à la recherche de revenus	E	B
2 Manque de coordination des intervenants	E	1 Risque de doublons et de domaines non couverts 2 La DPAE ne peut pas jouer son rôle de coordination	M	C

### 3.3.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
<b>Efficacité</b>	A	L'appui à la DPAE est bien ciblé
<b>Efficience</b>	A	L'efficience en termes de le taux activités/frais généraux ; une influence négative est véhiculée par l'appui de la DPAE aux activités non régaliennes et du « gonflement » de l'implication des agents de la DPAE dans les activités.
<b>Durabilité</b>	B	La DPAE est capable de pérenniser les résultats des activités mais doit continuer d'être suivie dans un premier temps indirectement afin de renforcer et pérenniser les résultats.
<b>Pertinence</b>	A	La composante 1 s'inscrit parfaitement dans les priorités du gouvernement : PNIA et SAN.

### 3.3.6 Exécution budgétaire

L'exécution budgétaire est à 91%, malgré la non-exécution de certaines activités et l'échec du marché d'élaboration du plan provincial agricole.

### 3.3.7 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
Améliorer la coordination des interventions par renforcement de systèmes de coordination et supervision de la DPAE	3.3.4	AT Antenne Kirundo	2013

## 3.4 Résultat 2 : les OP sont professionnalisées

### 3.4.1 Indicateurs

Résultat 1:						
Indicateurs	Valeur 'Baseline'	Progrès année N-1	Progrès année N	Valeur Cible année N	Valeur cible	Commentaires
Nombre et type d'OP actives dans la Province.		52	56	40		Environ la moitié des OP ciblées sont concernées par des activités PADAP
Nombre de membres de ces OP			1 255			
Chiffre d'affaire des OP appuyées.						La tenue des comptes n'est pas maîtrisée par les OP : elles ont reçue une formation récemment
Nombre et nature des services fournis par le CAI	0	1	4	3	5	Les services sont : appui/conseil, formations, microprojets et accès microfinance
Niveau de satisfaction des OP vis-à-vis du CAI	RAS					
Nombre d'OP actives dans le CAI	0		50			
% des paysans parmi les bénéficiaires de services financiers.	Non renseigné					
% de paysans ayant accès à des services financiers	Non renseigné					
Nombre d'outils de financement testés	Non renseigné					

La situation de référence n'a pas été établie en début de projet en raison des perturbations importantes dans le staff (départ des deux AT, poste d'un AT vacant pendant plus d'un an). En septembre 2010, l'analyse du cadre logique par l'équipe du projet et le partenaire a abouti à proposer de nouveaux indicateurs. Ces derniers ont été proposés à la mission d'évaluation à mi parcours (en fait à 6 mois de la fin du projet). En raison du peu de temps avant la fin du projet, la MTR n'a pas jugé pertinent de considérer cette proposition du projet.

### 3.4.2 Bilan activités

Activités (Voir lignes directrices pour l'interprétation des scores)	Déroutement				Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	
1 Diagnostic accompagné des OP		X			
2 Elaboration participative des plans d'action		X			

des OP					
3 Formation des OP : organisation, gestion, alphabétisation		X			
4 Accompagnement rapproché des OP par un opérateur de proximité		X			
5. Mise en place du Centre d'appui aux initiatives			X		L'option initiale de mise en place d'un CAI portée par les OP a été abandonnée.
6 Mise en place et élaboration du manuel de procédures du « fonds microprojet »		X			
7 Mise en place des comités communaux de présélection des microprojets et fonctionnement		X			
8 Mise en place du comité provincial d'analyse et d'approbation des microprojets et fonctionnement		X			
9 Diffusion d'informations agricoles (chroniques prix, reportages)		X			
10 Octroi de crédit agricole par l'opérateur de microfinance		x			
11 Formation des bénéficiaires de crédit agricole		x			
12 Suivi/ conseils techniques des bénéficiaires de crédit agricole		x			
13 Mise en place de crédit stockage		x			

### 3.4.3 Analyse des progrès réalisés

Résultat 2 : Bonne évolution.

Résultat 2.1 : Les Ops sont professionnalisés. Dès que l'accompagnement de proximité aux OP a été fonctionnel, nous avons pu voir des résultats positifs pour ce résultat. Les activités 1->4 étaient pertinentes et ont fortement contribué aux résultats.

A partir de juillet 2011, les 50 OP retenues par le projet ont reçu un accompagnement rapproché par un opérateur de proximité. De ces 50, 38 enregistrent des résultats non négligeables et augmentent leur services à leurs membres (micro crédit, chaîne de solidarité, ..)

Les principaux progrès réalisés concernent la prise de conscience, par les membres des OP, des points forts et des faiblesses de leur organisation, l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action. En effet, chacune des OP appuyées a réalisé, avec l'appui de l'opérateur, son auto diagnostic. Il s'en est suivi une élaboration participative des plans d'actions, des formations, et un accompagnement rapproché en vue de professionnaliser les OP. Cet exercice contribue à une plus grande appropriation des OP par leurs membres, la mise en œuvre de services en réponse aux besoins des producteurs, la gestion transparente et l'amélioration de la gouvernance.

Résultat 2.2 Les services d'appui aux OP et aux acteurs privés sont développés. Le CAI pensé initialement n'a pas été démontré comme contribuant de manière significative au résultat. La mission d'évaluation à mi parcours (MTR) a estimé que la mise en place d'un centre d'appui aux initiatives (CAI), porté par les OP, n'est pas pertinente. Il est ressorti de cette évaluation que les OP se positionnent plutôt comme simples utilisatrices et bénéficiaires de services. Il faut ajouter qu'il aurait fallu beaucoup pour arriver à un réel portage du CAI par les OP.

Résultat inattendu : (activité 3->5) Sur la base des recommandations de la MTR, il a été mis un terme à la mise en place du CAI. A la place, un mécanisme d'accès à un fonds microprojet a été mis en place en faveur des porteurs de projets dans le secteur agricole (OP, individus). Le fonds microprojets cofinance les projets éligibles présentés par les OP, les individus. Il facilite aussi l'accès au conseil en lien avec la mise en œuvre des projets.

En facilitant la réalisation des projets portés par les OP et les individus, le fonds microprojets permet de « lever » les contraintes au développement d'activités économiques dans le secteur agricole. Ceci a pu démontrer une plus forte contribution au renforcement des OPs afin que leurs organisations se structurent autour d'activités « génératrices de revenus » et de les renforcer du point de vue gestion, organisation et in fine, leadership.

La diffusion régulière d'informations agricoles (prix des denrées, prix des intrants, reportages) est fort appréciée par les producteurs. Elle contribue à améliorer la commercialisation des produits, l'accès aux intrants par la mise à disposition d'informations en temps opportun. La contribution de cette activité au résultat est moyenne étant donné que les OPs ne sont pas encore fortement 'market oriented' mais au fur et à mesure de leur renforcement, cette activité peut s'avérer très utile au long terme.

Résultat 2.3 : Le financement du secteur agricole est amélioré L'activité d'accès au micro crédit a moyennement contribué au résultat du fait du faible remboursement, des problèmes internes aux internes dû aux malversations de certains. La mise en place d'une ligne de crédit agricole a permis à un nombre significatif de producteurs (1061 producteurs soit à titre individuel soit via une association) d'accéder au financement de leurs activités : production agricole, collecte/vente de produits agricoles, ventes d'intrants. Il en est de même pour la ligne de crédit stockage. Par contre, la durabilité de cette ligne de crédit agricole est sérieusement compromise : taux de remboursement de l'ordre de 55%, portefeuille à risque de l'ordre de 30%. Il faut ajouter que beaucoup de producteurs ne se sont acquittés de leurs dettes parce que la ligne de crédit a été mise en place par le projet.

Facteur d'influence : L'institution de microfinance a semble-il eu peu de résultats dans le suivi et le recouvrement, pour partie, à cause de l'origine des fonds. Enfin, on peut ajouter que l'analyse de certains dossiers de crédit est superficielle.

Résultat inattendu : Problèmes internes aux organisations dû aux micro crédit

### 3.4.4 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
Les approches d'appui aux OP des différents intervenants sont cohérentes.	Forte	De nombreux intervenants ont des logiques de dons aux groupes cibles à la différence de PADAP	E	C
Le cadre légal est favorable au développement associatif	moyenne	Il existe une loi sur les associations. Toutefois, elle ne peut prendre en compte la réalité de toutes les organisations de producteurs (par exemple activités commerciales, partage de bénéfiques)	M	B
L'environnement économique est stable et encourage les dynamiques économiques.	Moyenne	Réticence à investir à cause de l'insécurité (voir supra)	M	B
Les OP sortent des logiques de captation de l'aide	Faible	La plupart des OP sont dans la logique de recevoir des dons.	E	C
Les OP comprennent et s'approprient les approches du CAI	faible	Faible contribution des OP et des producteurs dans la formulation des services du CAI	E	C
Le cadre légal est favorable au développement associatif.	moyenne	Réticence à investir en cas cause de l'insécurité	M	B
L'environnement économique est stable et encourage les dynamiques économiques.	moyenne	Réticence à investir en cas cause de l'insécurité	M	B
Les paysans sortent des logiques de captation de l'aide.	Faible	Refus de rembourser les crédits en les considérant comme des dons	E	C
Le cadre légal est favorable au développement des IMF.	Forte		F	A
L'environnement économique est stable et encourage les dynamiques économiques.	moyenne	Réticence à investir à cause de l'insécurité	M	B

### 3.4.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
<b>Efficacité</b>	B	Même si la démarche de l'appui aux OP est bonne, le résultat de la professionnalisation des Op ne sera atteint qu'en partie à la fin du projet en raison du démarrage tardif de cette activité. Il faut ajouter que le renforcement est une activité à inscrire dans un pas de temps relativement long.  L'accès des Op et privés aux services financiers a été renforcé. Les services liés au fonds microprojet(subvention, accompagnement), la diffusion d'informations sur les prix contribuent à renforcer les activités économiques des « acteurs » privés du secteur agricole.
<b>Efficienc</b>	B	Bonne exploitation des ressources.
<b>Durabilité</b>	B	La durabilité de l'appui aux OP ne sera assurée que si cette activité est maintenue dans le courant du programme qui suit ; Le cofinancement et l'accompagnement des microprojets renforcent leur durabilité ; Les taux de remboursement des crédits accordés sur les lignes de crédit sont faibles.
<b>Pertinence</b>	A	Les activités répondent aux principales faiblesses et insuffisances rencontrées au niveau des OP et des individus .

### 3.4.6 Exécution budgétaire

Le taux d'utilisation se trouve à 66%. Les raisons principales sont le démarrage tardif de l'appui aux OP à cause de procédures de marché et le faible utilisation de fonds par l'IMF.

### 3.4.7 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
Prendre les dispositions pour poursuivre l'appui rapproché aux OP pendant le prochain programme (PAIOSA)	3.4.5	Direction projet	Q1 de N+1
Améliorer le manuel de procédures du « fonds microprojet »	3.5.6	Direction du projet	Q3 de N+1 sous PAIOSA
Renforcer l'équipe dédiée au traitement des dossiers relatifs au « Fonds microprojets » (Inclure des agents de suivi pour le travail de terrain, associer la DPAE pour les MP de Restauration du Sol, introduction et mise en place d'une équipe analyse diversifiée avec les différents intervenants après succès de la recommandation suivante	3.5.6	Direction du projet	Q3 de N+1 sous PAIOSA
Recherche de complémentarité / synergie avec les outils mis en place par d'autres intervenants	3.5.6	Direction du projet	Q3 de N+1 sous PAIOSA
Améliorer l'analyse des dossiers de crédit : Renforcer les ressources humaines (et non pas seulement financières) des IMF	3.6.4 et 3.6.5	IMF	Q1 de N+1
Renforcer le suivi des débiteurs : renforcer les capacités des agents de suivi IMF en gestion, en planification des IMF	3.6.4 et 3.6.5	IMF	Q1 de N+1

## 3.5 Résultat 3 : des filières prioritaires sont renforcées

### 3.5.1 Indicateurs

Résultat 1:						
Indicateurs	Valeur Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Valeur Cible année N	Valeur cible	Commentaires
lait : nombre d'OP, nombre de producteurs, nombre d'infrastructures, volume transformé/commercialisé						3Formations hygiènes (vendeurs, producteurs, collecteurs), études sur la filière à Kdo (quantité : 666L/jour sur Kirundo et identification des lieux à flux importants, micro-projets, centre collecte (documents de gestion et construction CROL), organisation de la première journée mondiale du lait au Burundi avec table ronde des acteurs lait, visite échange centre collecte au Rwanda
Poisson : nombre d'OP, nombre de producteurs, nombre d'infrastructures, volume transformé/commercialisé						102 OP filets, formation pisciculture 35 OP, 24 Micro projets équipements pour rehabilitation etangs et suivi des projets
Riz : nombre d'OP, nombre de producteurs, nombre d'infrastructures, volume transformé/commercialisé						4 hangars de stockage, RAD, étude gestion marais, 3 decortiqueuses en micro projets
Stockage : nombre de centre de stockage, quantités stockées						En cours, 205 tonnes
Nombre de réunions de concertation						Plusieurs de différents cercles
Nombre de filières ayant mis en place des structures de concertations.						Le projet a choisi de renforcer d'abord les acteurs

Baseline : conf supra

### 3.5.2 Bilan activités

Activités (Voir lignes directrices pour l'interprétation des scores)	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	
1 Lait : formation des vendeurs de lait		X			
2 lait : facilitation de l'accès au matériel de qualité		X			
3 lait : Construction d'un centre de collecte		X			
4 Tomates : production de tomates en serres hors saison			X		Problème d'entretien des serres par les OP ; mauvais choix de certains sites
5 Riz : Contruction / livraison de 4 hangars, mise en place de décortiqueuse		X			
6 Test de vente d'intrants agricoles		X			

7 Pisciculture : formation de 71 pisciculteurs et appui à l'élaboration de 23 microprojets		X			
8 Lutte contre la pêche non sélective par la facilitation de l'accès au filet réglementaire, étude sur les possibilités de fumage			x		Non respect des dispitions en matière de lutte contre la pêche non sélective
9 Apiculture : appui à l'acquisition de matériel, étude		X			
1 Réunions du point focal pêche					
2 Journée mondiale du lait		x			

### 3.5.3 Analyse des progrès réalisés

- ➔ *De manière générale les filières prioritaires ont été renforcées, surtout les filières lait et riz. Les activités au niveau du lait ont fortement contribué à son renforcement. Les activités maraichage n'ont que faiblement contribué aux résultats. Les activités n'étaient pas assez focalisées sur un faible nombre et il y a eu une mauvaise gestion des serres par les gestionnaires. La filière riz et piscicole sont en bonnes voies. Les activités prévues ont pu renforcer cette filière mais un lien plus étroit avec le marché servirait à mieux structurées ces filières. Les test d'intrants ont significativement contribué au renforcement des filières vivrières et renforcé à ce maillon de la filière.*
- ➔ *Effets inattendus : -Monopolisation de pouvoir dans le syndicat des pêcheurs*
- ➔ *Facteurs d'influences sur les activités :*
  - *Mauvaise gestion du Syndicat des pêcheurs a entraîné l'avancement dans cette filière. Le point focal a alors récemment influencé dans un renouvellement du comité de gestion ce qui devrait changer certaines choses de point de vue positif.*
  - **Faible** lien avec le marché ne pousse pas les filières à être plus renforcées. Isolement provincial y est pour quelque chose.
  - **Faible** niveau interne des organisations et des individus

Les activités entreprises dans la filière lait concernent l'amont et l'aval : formation et vulgarisation sur l'hygiène, facilitation de l'accès au matériel de qualité, construction d'un centre de collecte. Il s'agit là d'actions pilotes qui peuvent inspirer à la fois d'autres acteurs de la filière lait (comme les porteurs de projets) mais aussi les intervenants. Une étude de marché, initialement prévue en 2011, a été reportée à l'année 2012. Avec l'évolution du contexte (dons de cheptel), ces actions déboucheront dans le moyen terme à un accroissement des volumes produits et commercialisés en produits laitiers.

L'action de production de tomate en serre devait permettre de générer un revenu supplémentaire pendant la contre saison. Toutefois, les retards pris dans la mise en œuvre de cette activité ont abouti à la réalisation de l'essentiel de la production en période de saturation des marchés. La production des serres est loin d'atteindre les productions escomptées à cause de problèmes d'entretien et de suivi dans la plupart des serres. La capacité des producteurs à mettre en œuvre cette activité a certainement été surévaluée.

Les tests de vente d'intrants en saison B (février –juin) ont permis de montrer qu'il existe une demande solvable en intrants (DAP, urée). Mêmes si les quantités sont modestes, de nombreux paysans ont apprécié la possibilité d'avoir des intrants à proximité, à temps et en quantités conformes à leur pouvoir d'achat. L'accompagnement de cette action par la diffusion régulière d'informations par radio sur les lieux de vente, les produits a contribué à relever le niveau des ventes. Toutefois, la durabilité de cette activité est fortement tributaire des interventions de l'Etat dans l'offre (et les prix) en intrants.

Au niveau de la filière riz, quatre magasins de stockage et aires de séchage ont été livrés à quatre associations de producteurs. Les infrastructures ont été livrées avec un peu de retard ; ce qui a joué sur les taux de remplissage des magasins. Dans les prochaines années, ces magasins aideront à stocker des quantités plus importantes de riz ; ils pourront éventuellement servir de lieu de crédit stockage.

Au niveau de la pêche, une action importante d'acquisition de filets réglementaires (cofinancement a permis de doter 106 associations en matériels conformes (filets). Toutefois, les enjeux autour de la ressource halieutique et le non respect des dispositions réglementaires, à la fois par certains pêcheurs et certaines personnes chargées du contrôle, rendent les résultats de cette action improbable.

Les actions engagées sur l'apiculture et la pisciculture se poursuivront en 2012 par l'acquisition de matériels adaptés, la mise en œuvre de microprojets.

La célébration de la journée mondiale du lait a été l'occasion de réunir les acteurs de la filière lait et de débattre sur la mise en place de centre de collecte du lait.

En dehors de ces deux activités, la faible capacité des organisations de producteurs a conduit le projet à privilégier le renforcement des acteurs des différents maillons des filières plutôt que de travailler à la structuration d'acteurs non professionnalisés.

### 3.5.4 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
L'environnement économique est stable et encourage les dynamiques économiques	Moyen	Réticence à investir à cause de l'insécurité	M	B
Les paysans et les OP sortent des logiques de captation de l'aide.	Elevée	Incompréhension entre les producteurs et le projet	E	C
L'avantage comparatif et la compétitivité de ces filières est maintenu au niveau national et régional.	Moyen		M	B
Les acteurs collaborent suivant des bases professionnelles.	Faible	Le manque de professionnalisme de certains acteurs ne facilitent pas les collaborations	M	C
Le cadre légal est favorable au développement des plate-formes de concertation / des interprofessions.	Moyen			

### 3.5.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
<b>Efficacité</b>	B	Les filières lait, riz sont renforcées ; le projet a choisi de renforcer d'abord les acteurs
<b>Efficiéce</b>	B	Bonne utilisation des ressources
<b>Durabilité</b>	B	Les actions engagées dans la pêche sont entravées par le non respect des dispositions réglementaires. Pour les autres filières, la durabilité a plus de chance de se réaliser.
<b>Pertinence</b>	B	Les actions répondent, en parte, aux besoins des acteurs

### 3.5.6 Exécution budgétaire

Le taux d'épuisement du budget est de 75%. Ce taux un peu bas est du surtout à démarrage tardive de constructions : contraintes de procédures et un recours.

### 3.5.7 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
Limiter l'action « serre de tomate » aux OP et individus ayant de bonnes capacités et respecter les périodes hors saison	3.7.2	Direction du projet	Q1 de N+1
Appuyer le lien marché pour les filières (vente commune, ..)	3.7.5	Direction du projet	PAIOSA
Mise en place plateforme filières par filières point de vue national et qui découle en provincial par après		PAIOSA	
Appuyer l'élaboration d'un plan d'action global de la pêche	3.8.3 et 3.8.5	Direction du projet	Q2 de N+1 (fin PADAP/ début PAIOSA)

## 4 Thèmes Transversaux

### 4.1 Genre

La plupart des interventions du PADAP-Kirundo n'ont pas un aspect genre dans la mise en œuvre. L'aspect genre est pris en compte dans les activités d'accompagnement des OP, dans la mesure qu'un taux minimum de 50% des bénéficiaires à renforcer soient de femmes ; et dans l'attribution de financement de micro-projets, où des projets portés par les femmes sont priorités.

### 4.2 Environnement

L'aspect l'environnement est fortemenmt pris en compte dans :

- la protection de bassins versants par les courbes de niveau
- la protection du sol par les micro-projets
- la protection de bords de lac par la plantation des espèces agroforestiers pour favoriser les alevins et contrôler l'érosion
- la protection de poissons par l'introduction de filets réglementaires ;

Étant un projet sans grandes investissements infrastructurelles, des études environnementales n'ont pas été exécutées.

## 5 Décisions prises par la SMCL & Suivi

Décisions	Source	Acteur	Timing de décision	État
Faire un suivi rapproché des bénéficiaires de l'opération « crédit agricole saison B 2011 » afin de réunir les meilleures conditions de succès.	Rapport Q1	CAI	Q2	Fait
Approfondir la réflexion sur la mise en place du centre d'Appui aux Initiatives	Rapport Q1	CAI	Q2	Fait
La SMCL a validé la proposition de réaffectation ainsi que la liste des immobilisés (cf. annexe signée).	Proposition	Direction PADAP	Q4	
Les archives comptables seront conservées au niveau de la Représentation Résidente de la CTB au Burundi				
Les archives relatives aux travaux de réhabilitation des bâtiments de la DPAE seront remises à la DPAE de Kirundo	Proposition	Direction PADAP	Q4	En cours
les archives techniques seront conservées au niveau du projet PADAP en vue de constituer une base documentaire pour la future antenne Kirundo de PAIOSA II				
La SMCL a approuvé le transfert du chauffeur Richard Nduwimana au PAIOSA avec effet à compter du 1er décembre 2011 ; La SMCL a approuvé le licenciement de Diane Constance Nshimirimana avec préavis à compter du 15 décembre 2011 ; La SMCL a approuvé la reconduite de l'assistante de direction Françoise Xavière Murerwa, du comptable Denis Nsengyumva, des chauffeurs Aloys Mpfubusa, Jean Baptiste Ndikumana, et Déogratias Nkurunziza à l'antenne de PAIOSA II dans des postes similaires éventuels ; La SMCL prend acte des autres actions à entreprendre.	Proposition	Direction PADAP	Q4	En cours
La SMCL a donné son accord pour les modifications budgétaires	Proposition changement budget	Direction PADAP	Q4	En cours
La SMCL a validé la liste des derniers engagements	Rapport Q4	Direction PADAP	Q4	En cours
La SMCL marque son accord sur la proposition de réaffectation du reliquat budgétaire	Proposition	Direction PADAP	Q4	En cours

## 6 Leçons Apprises

Leçons apprises	Public cible
L'attribution de primes sur base d'une évaluation générale n'est pas fonctionnelle	CTB-RR
L'accompagnement des OP, bien comme le suivi rapproché sur le terrain doit être exécuté par un bureau externe	PAIOSA
Il y avait un grand gap entre l'objectif général et l'objectif spécifique et les résultats : un travail sur l'environnement socio économique général doit être appuyé afin que les divers résultats puissent prendre forme	PAIOSA CTB siege
Un suivi de terrain commune par commune permet une meilleure prise de vue générale	
Une approche économique dans un environnement dominé par les dons et par une pression budgétaire sur les projets par leurs sièges et au même temps un manque de coordination des interventions ne fonctionne pas bien	Siège
La province est fortement isolée malgré son emplacement géographique mais cela est du à un manque d'investissement dans la province (de point de vue interne) Un encouragement pour augmenter les services secondaires sont a envisagée sous PAIOSA pour permettre de profiter et de Kigali et de Bujumbura	

## 7 Annexes

### 7.1 Cadre Logique

Pas modifié

### 7.2 Activités M&E

MTR, 2 SMCL et Base de données agricoles pour la DPAE qui peut servir comme baseline 2011.

### 7.3 Rapport “Budget versus actuals (y – m)”

En annexe

### 7.4 Bénéficiaires

DPAE : on note un changement positif mais lente à ce niveau, malgré une pression de l'hierarchie .

Les OP : Un premier essai d'impliquer les OP dans la responsabilisation a échoué ; un deuxième est en cours et paraît être plus positif.

Privés, hors secteur production agricole : Difficile à atteindre et à mobiliser dans les conditions actuelles du pays.